

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/N/2/PHL/1

23 août 2004

(04-3507)

---

Comité de l'évaluation en douane

## RENSEIGNEMENTS SUR LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

### Liste de questions

#### PHILIPPINES

La communication ci-après, datée du 13 août 2004, est distribuée à la demande de la délégation des Philippines.

---

#### 1. Questions relatives à l'article premier:

a) Ventes entre personnes liées:

i) *Les ventes entre personnes liées sont-elles assujetties à des dispositions spéciales?*

Non.

ii) *L'existence de prix de cession entre sociétés est-elle un motif suffisant pour considérer que les prix correspondants sont influencés?*

Non.

iii) *Quelles sont les dispositions prévues pour communiquer par écrit les motifs en question, si l'importateur le demande (article premier, paragraphe 2 a))?*

Prière de se reporter au dernier paragraphe de l'article premier et au deuxième paragraphe de l'article 1 F) de la Loi de la République n° 9135.<sup>1</sup>

iv) *Comment l'article premier, paragraphe 2 b) a-t-il été mis en œuvre?*

Prière de se reporter au dernier paragraphe de l'article II A.1 e).2 de l'Arrêté administratif des douanes n° 2-99.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Voir le document G/VAL/N/1/PHL/1, notification présentée par les Philippines au titre de l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord.

<sup>2</sup> Un exemplaire de tous les arrêtés administratifs et mémorandums des douanes qui sont cités peut être consulté au Secrétariat.

- b) Prix des marchandises perdues ou endommagées:

Existe-t-il des dispositions ou des arrangements pratiques spéciaux en ce qui concerne l'évaluation des marchandises perdues ou endommagées?

Non.

**2. Comment la disposition de l'article 4 qui donne à l'importateur la faculté d'inverser l'ordre d'application des articles 5 et 6 a-t-elle été mise en œuvre?**

Prière de se reporter au deuxième paragraphe de l'article 1 C) de la Loi de la République n° 9135 et au premier paragraphe de l'article II de l'Arrêté administratif des douanes n° 2-99.

**3. Comment l'article 5:2 a-t-il été mis en œuvre?**

Prière de se reporter au dernier paragraphe de l'article 1 D) de la Loi de la République n° 9135 et à l'article 2 D) 1 d) de l'Arrêté administratif des douanes n° 2-99.

**4. Comment l'article 6:2 a-t-il été mis en œuvre?**

Prière de se reporter au dernier paragraphe de l'article 1 E) de la Loi de la République n° 9135.

**5. Questions relatives à l'article 7:**

- a) Quelles dispositions ont été prévues pour déterminer la valeur en douane conformément à l'article 7?

Les dispositions en question figurent au premier paragraphe de l'article 1 F) de la Loi de la République n° 9135 et à l'article II F) de l'Arrêté administratif des douanes n° 2-99.

- b) Quelles sont les dispositions prévues pour informer l'importateur de la valeur en douane déterminée par application de l'article 7?

Prière de se reporter au deuxième paragraphe de l'article 1 F) de la Loi de la République n° 9135.

- c) Les interdictions énoncées à l'article 7:2 sont-elles définies?

Oui. Prière de se reporter au troisième paragraphe de l'article 1 F) de la Loi de la République n° 9135.

**6. Qu'en est-il des options offertes par l'article 8:2? En cas d'application du système f.a.b., les prix sortie usine sont-ils aussi acceptés?**

Prière de se reporter à l'article 1 A) de la Loi de la République n° 9135 et à l'article II A)-2 de l'Arrêté administratif des douanes n° 2-99. En cas d'application du système f.a.b., les prix sortie usine ne sont pas applicables car l'évaluation est fondée sur le système c.a.f.

**7. Où le taux de change est-il publié, en conformité avec la prescription de l'article 9:1?**

La Banque centrale des Philippines (BSP) fixe les taux de change officiels qui sont publiés dans les principaux journaux et sur son site Web.

**8. Quelles mesures ont été prises pour assurer, en conformité des prescriptions de l'article 10, le caractère confidentiel de certains renseignements?**

La confidentialité est assurée par les dispositions de l'article 1 i) de la Loi de la République n° 9135, de l'article IV de l'Arrêté administratif des douanes n° 2-99 et de l'article VI.D de l'Arrêté administratif des douanes n° 5-2001.<sup>2</sup>

**9. Questions relatives à l'article 11:**

a) Quels sont les droits d'appel de l'importateur ou de toute autre personne?

Le droit d'appel de l'importateur et d'autres personnes est prévu dans le Mémoire des douanes n° 37-2001.<sup>2</sup> En outre, l'importateur peut, dans les quinze (15) jours suivant la réception de la décision défavorable, faire appel de cette décision devant le Commissaire aux douanes. Il peut être donné suite à cet appel à condition que l'importateur se soumette volontairement à une vérification *a posteriori*, comme le prévoit l'article IV C de l'Arrêté administratif des douanes n° 5-2001.

b) Comment l'appelant sera-t-il informé de ses droits à un nouvel appel?

Des renseignements sur le droit à un nouvel appel sont donnés à la section III.15 du Mémoire des douanes n° 27-99.

**10. Fournir des renseignements sur la publication, en conformité des prescriptions de l'article 12:**

a) i) *des lois nationales applicables en l'espèce:*

Ces renseignements figurent dans le Tarif et Code des douanes, publié en 1998 et modifié par la Loi de la République n° 9135 qui tient compte de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. L'Arrêté administratif des douanes n° 5-2001 et le Mémoire des douanes n° 37-2001 ont été promulgués aux fins de la mise en application de la Loi de la République n° 9135.

ii) *des règlements concernant l'application de l'Accord:*

Arrêté administratif des douanes n° 2-99 relatif aux règles et règlements d'application de l'article premier de la Loi de la République n° 8181 portant modification de l'article 201 du Décret présidentiel n° 1464 (Titre II, Partie I), également dénommé Tarif et Code des douanes des Philippines, tel qu'il a été modifié, relatif à la détermination de la valeur en douane.

Mémoire des douanes n° 3-2000 relatif aux procédures améliorées de dédouanement des marchandises et comportant des dispositions concernant la mise en libre pratique provisoire et Mémoire des douanes n° 10-2000 relatif aux procédures détaillées pour l'application du Mémoire des douanes n° 3-2000.

---

<sup>2</sup> Un exemplaire de tous les arrêtés administratifs et mémoires des douanes qui sont cités peut être consulté au Secrétariat.

Mémorandum des douanes n° 27-99 relatif aux procédures à suivre en cas de contestation de la détermination de la valeur en douane de marchandises importées conformément au régime d'évaluation de l'OMC.

- iii) *des décisions judiciaires et administratives d'application générale relatives à l'Accord:*

Il n'existe pas encore de jurisprudence en relation avec l'Accord.

- iv) *des lois générales ou particulières dont il est fait mention dans les règles de mise en œuvre ou d'application de l'Accord:*

Le Tarif et Code des douanes, tel qu'il a été modifié par la Loi de la République n° 9135, est la loi générale dont il est fait mention.

- b) De nouvelles règles doivent-elles être publiées? Sur quels sujets porteraient-elles?

Oui. Il pourra s'agir de dispositions relatives à la mise en conformité et à la vérification après admission, à la supervision et au contrôle des procédures judiciaires et à la divulgation de renseignements confidentiels en tant qu'infraction prévue par la loi commise par des fonctionnaires ou des employés.

#### **11. Questions relatives à l'article 13:**

- a) Comment est-il tenu compte, dans la législation nationale, de l'obligation énoncée à l'article 13 (dernière phrase)?

Il en est tenu compte au quatrième paragraphe de l'article 1 F) de la Loi de la République n° 9135 et à l'article III.C de l'Arrêté administratif des douanes n° 5-2001.

- b) Des explications complémentaires ont-elles été données?

Oui, prière de se reporter au Mémorandum des douanes n° 27-99.

#### **12. Questions relatives à l'article 16:**

- a) La législation nationale contient-elle une disposition stipulant que l'Administration des douanes est tenue d'exposer par écrit comment la valeur en douane a été déterminée?

Oui. Prière de se reporter aux avant-dernier et dernier paragraphes de l'article premier de la Loi de la République n° 9135 et à la section 11.2 et 11.5 du Mémorandum des douanes n° 3-2000.

- b) Existe-t-il d'autres règlements relatifs aux demandes présentées à cet effet?

Non.

#### **13. Comment les Notes interprétatives de l'Accord ont-elles été incorporées dans la législation?**

Les Notes interprétatives de l'Accord ont été expressément incorporées au moyen de dispositions spécifiques de la Loi de la République n° 9135 et des arrêtés administratifs ou mémorandums des douanes pertinents.

- 14. Comment ont été appliquées les dispositions de la Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées?**

Il n'existe pas de disposition spéciale concernant le traitement des montants des intérêts.

- 15. Comment ont été appliquées, pour les pays concernés, les dispositions du paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données?**

Il n'existe pas de disposition spéciale à ce sujet.

---